L'ABEILLE.

PARAISSANT ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS, PAR
JÉROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

LUNDI MATIN, 13 JANVIER 1833.

NOUVEAU GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON.

INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 11 janvier.

La malle du nord nous a apporté hier des journaux de New-York du 26 et de Philadelphie du 27; ils ne contiennent pas de nouvelles d'Europe.

Depuis quelques jours il n'est question que de ceux qui se font dans le carré de la ville; jamais l'impudence des infâmes spéculateurs de Canal ne fut plus grande et plus heureuse. Il y a quelques jours, des voleurs qui s'étaient introduits, à ce qu'il paraît, dans la soirée, chez M. Gayoso, directeur d'un établissement de bains publics, ont dévalisé jusqu'une armoire pleine de linges et emporté plusieurs autres objets de valeur, parmi lesquels un portefeuille contenant 75 ou 80 piastres. Etant enfermés dans la maison, ils n'ont eu besoin de recourir à aucune effraction; quand leur butin a été fait, ils ont ouvert les portes et s'en sont allés tranquillement. On parle aussi d'un vol commis, rue Bourbon, près la rue St. Pierre, et de plusieurs magasins qui ont été défoncés. Que fait donc notre police, toujours si vaillante à arrêter des pauvres malheureux dont tout le crime, le plus souvent, est de s'être laissé aller un peu trop au goût du grog.

Il paraît définitivement que nouvelle bande de chevaliers d'industrie qui est venue exploiter notre ville n'a pas fait un assez mauvais usage; ils savaient du vider les maisons, contre le gré des propriétaires, plus jaloux qu'eux de visiter les poches sans qu'on s'en doute: il est question d'un portefeuille contenant quelques centaines de piastres, qui a été ramassé, dit-on, dans l'autre soir au théâtre d'Orléans, avec une subtilité vraiment passionnée d'amateurs, grâce à vos goussets!—gardez vos poches!

Le correspondant de Washington du *Standard*, journal de New-York, lui dit que la cour assise des voies et moyens, de la chambre des représentans, est sérieusement occupée de la rédaction d'un tarif basé sur les principes émis par le président dans son dernier message. Le correspondant ajoute qu'il croit que ce document sera soumis à la chambre avant la fin de la semaine (si lettre est du 21 décembre); mais il doute beaucoup de son adoption, persuadé d'ailleurs, que le congrès actuel ne voudra faire aucun arrangement sur tarif. Il espère mieux de celui qui doit succéder, et pense qu'alors il y aura plus de chance d'obtenir justice. Il nous semble, cependant, que les circonstances ne sauraient parler plus haut pour éclairer les mandataires du peuple, sur la défectuosité du tarif: à moins qu'ils ne veuillent attendre, pour se convaincre de la Caroline parle et agit sérieusement, que la guerre civile ait fait couler le sang des citoyens! Mais, alors, le remède viendrait un peu tard.

Les feuilles de Washington parlent d'une affaire assez dégoutante qui a eu lieu dans cette capitale. Duff Green, l'éditeur du *United-States Telegraph*, ayant remporté le général Blair, membre des nègres pour la Caroline du Sud, a été assailli par lui et reçu de coups de bâton. Ce pauvre Duff a eu la bras gauche cassé et une jambe mise tout-à-fait hors de service. Duff est dévoué de corps et d'âme à la cause des nullificateurs et de M. Calhoun; et le général Blair est un des membres les plus zélés du parti de l'Union dans la Caroline. Il paraît que cette énergique discussion entre les deux champions opposés est venue à la suite de quelques propos de Duff, qui a accusé les unionistes de la Caroline d'être des lâches. La réflexion du général a été un peu vive.

Ce que nous ne pouvons approuver, c'est de voir les journaux dévoués à la cause du président actuel, se railler de l'obstacle qu'a trouvé sa proclamation chez des hommes qui se sont opposés à son élection; ou même de voir ces journaux mettre en doute la sincérité de ces hommes. Une telle conduite tend trop à tracer une ligne de démarcation ineffaçable entre les partis politiques, pour obtenir jamais l'approbation des patriotes éclairés, des hommes sensés, des citoyens qui comprennent toute la liberté de conscience que nous laissent nos belles institutions. En quoi! peut-il jamais nous un parti politique qui prétend avoir accepté à lui seul le patriotisme? Une telle prétention serait la plus ridicule et la plus insoutenable de toutes; nous ne pouvons lire au fond des consciences, et jusqu'à preuve du contraire nous devons supposer sincères des hommes dont la vie n'est souillée d'aucune tache. Dire cette preuve, on veut la trouver dans la dévotion de tel ou tel personnage, à des principes politiques opposés à ceux du Président Jackson. C'est vouloir prouver une attaque déshonorante par une absurdité. Parce que les hommes dont il s'agit diffèrent en quelques points avec le général Jackson dans leur interprétation de la constitution, ou dans leur opinion sur le meilleur gouvernement possible, est-ce à dire qu'ils ne puissent jamais s'entendre avec lui sur des questions où dépend le sort du pays? est-ce à dire qu'ils doivent plutôt aider les nullificateurs à nous plonger dans une guerre civile, qu'applaudir à la noble énergie du chef de l'Etat, qui veut l'arrêter sur le bord de l'abyme?

C'est avec ces principes détestables qu'on alimente les divisions des partis, qu'on envenime les haines sanglantes, qu'on éternise des disputes qui, par leur nature même, devraient avoir un terme—qu'enfin, on jette les gouvernements dans des difficultés insurmontables, d'où il n'est plus permis à aucune puissance humaine de les tirer, et qui les conduisent à l'anarchie et à la guerre civile, c'est-à-dire à la mort.

Félicitons-nous au contraire, et considérons comme notre plus beau triomphe que l'homme à l'élection duquel nous avons voué tous nos efforts, ait su, au moment du danger, rallier sous sa bannière les citoyens de tous les partis, de toutes les nuances d'opinion. Félicitons-nous que sa proclamation ait obtenu l'assentiment des Otis, des Webster et de tant d'autres membres aussi distingués de l'opposition—c'est une preuve que, dans tous les cœurs américains, notre patriotisme est encore dans toute sa vérilité, dans toute sa pureté. C'est une espérance de nous un motif de joie et de confiance; un gage certain que nous recueillerons un jour le glorieux avenir qui nous est promis.

Le *Standard* de New-York dit que le bruit se répand que le régulateur des Pays-Bas près les Etats-Unis est autorisé à délivrer des lettres-de-marque à des navires équipés dans les ports américains, à la première nouvelle du commencement des hostilités par les puissances alliées. Une telle mesure serait un peu plus nuisible au commerce français et anglais, et quelle que puisse être l'opinion du Standard à ce sujet, qui ne voit ils qu'une chose très naturelle et très légitime, nous sommes à croire que le désir d'assurer une heureuse harmonie qui a régné jusqu'ici entre ces deux pays et le nôtre, ainsi que le système de neutralité dont nous avons adopté et dont nous ne nous écarterons point à notre départ, engagement le président à s'opposer, au contraire, autant qu'il dépendra de lui, à l'exécution de ce projet.

Les Femmes Contemporaines.

De quelques unes en France.

Deuxième article.

On l'a déjà bien des fois répété, et, quelque répétition que l'on en fasse, elle convient généralement: jamais on soutient ne plaire jusqu'à la mort de Louis XIV, et qu'avec cet éclat de la France peut celui des talents et de la gloire. Aujourd'hui on a besoin pour se soutenir de sa présence et de la majesté de son regard! Y est-il alors moins d'hommes qui les entourent? Est-ce la nature qui se repose après tant d'extraordinaires créations, après tant de grands hommes qu'elle a faits, et ses derniers efforts? Ou plutôt ne faillait-il pas qu'il y eut époque qui succédât sous le nom de régence, ou comme on l'appela plus tard d'une manière vulgaire, le gouvernement de Louis XV, les talents dégénérassent, s'abâtardissent avec les caractères, et que l'éloquence se corrompit avec le nouveau siècle, ni différent en tout de celui qu'il venait de fermer.

Comme qu'on réfléchisse sur les événements de ce monde, on ne peut remonter aux causes des grandes révolutions, il est reconnaître que chaque siècle porte en quelque sorte les éléments du siècle qui doit le suivre. C'est dans l'histoire de Rome et d'Athènes, on voit que les bons et des vertus prépare celui de la valeur et des lettres. On ne voit pas trop, cependant, comment le siècle renferme le germe du dix-huitième, et comment de la sorte de la raison et du génie, du goût des sciences et solides, vint l'esprit de paradoxe avec les idées vaines et frivoles.

Cette altération des esprits religieux

[illegible] pas moins de peine à comprendre pourquoi, au un

[illegible] plus grands hommes, et, quelque [illegible] Louis XIV, et qu'avec cet éclat de la France peut celui des talents et de la gloire. Aujourd'hui on a besoin pour se soutenir de sa présence et de la majesté de son regard! Y est-il alors moins d'hommes qui les entourent? Est-ce la nature qui se repose après tant d'extraordinaires créations, après tant de grands hommes qu'elle a faits, et ses derniers efforts? Ou plutôt ne faillait-il pas qu'il y eut époque qui succédât sous le nom de régence, ou comme on l'appela plus tard d'une manière vulgaire, le gouvernement de Louis XV, les talents dégénérassent, s'abâtardissent avec les caractères, et que l'éloquence se corrompit avec le nouveau siècle, ni différent en tout de celui qu'il venait de fermer.

Comme qu'on réfléchisse sur les événements de ce monde, on ne peut remonter aux causes des grandes révolutions, il est reconnaître que chaque siècle porte en quelque sorte les éléments du siècle qui doit le suivre. C'est dans l'histoire de Rome et d'Athènes, on voit que les bons et des vertus prépare celui de la valeur et des lettres. On ne voit pas trop, cependant, comment le siècle renferme le germe du dix-huitième, et comment de la sorte de la raison et du génie, du goût des sciences et solides, vint l'esprit de paradoxe avec les idées vaines et frivoles.

Cette altération des esprits religieux

[illegible] pas moins de peine à comprendre pourquoi, au un

[illegible] plus grands hommes, et, quelque [illegible]

Explique-t-on [illegible] cette subite [illegible]

Je me contente de remarquer les faits.

La décadence des talents fut cependant moins prompte que celle des mœurs, et quoique l'auteur du *Télémaque* se plaignît déjà que l'éloquence française était déchue de sa gloire (lettre sur les occupations de l'académie française), on vit encore quelques écrivains, dépositaires des saines traditions, regarder, par de bons ouvrages, l'appauvrissement de notre langue et le déclin de ces temps de perfection. Tous ils sortaient, et dont ils étaient, pour ainsi dire, les dernières reflets.

L'heure de la naissance des ténèbres sonna dans le milieu du dix-huitième siècle, et alors naquit l'esprit *philosophique*.

Non dans ses pardons à quelques grandes célébrités, le génie de Voltaire ne fut pas celui de l'éloquence. L'esprit systématique et raisonneur prit la place des grandes passions, des grands sentiments; le doute passa pour autorité, le calcul pour sagesse, l'exaltation pour le talent; et après avoir analysé et pensé on voulut encore anatomiser le langage.

Ce jugement n'ôte rien à l'illustration d'une foule de grands écrivains qui s'attachèrent au char du grand Voltaire et de l'énergique Rousseau.

Mais dégénéra l'académie. Elle sortit de ses gonds en devenant un tribunal de cathéchistes de morale et de philosophie, le concile permanent de la pensée, et des pontifs de la raison, laquelle devait bientôt avoir ses *dieuses* et qui les eut.

D. L.

(*Correspondance de l'Abeille.*)

A M. l'Editeur,

Monsieur—Le choléra qui paraît avoir cessé ses ravages dans la Louisiane, vient de se répandre à la Pointe Rivière (Pointe-Coupée.) Il paraîtrait, parler, il ne nous a jamais abandonnés, depuis le jour où il a fait son apparition dans la ville. Dix nouveaux cas viennent de se présenter dans l'espace d'un jour. Quatre personnes sont déjà mortes, et les autres donnent peu d'espérance.

Pointe-Coupée, le 28 déc. 1832.

Les taxes en Angleterre.

On peut se faire une idée de l'énormité des taxes en Angleterre par les faits suivans: le Clergé et le Wellington, qui mettent John-Bull en bonne humeur, font entrer dans les coffres du gouvernement une somme égale au revenu de la monarchie espagnole. Les taxes mises sur la bière, qui étanche la soif, excèdent le revenu de la Bavière; il paye pour le thé, qui rafraîchit sa femme, autant que France et Espagne ensemble; il paye six millions de Napolitains; et beaucoup plus pour le sucre, avec lequel il l'édulcore, que douze millions d'Arabes n'en paient pour tous leurs impôts; il paie plus pour le tabac qui satisfait un appétit dépravé, que les quatre millions de sujets du roi de Sardaigne; autant pour le privilége de voir clair dans sa maison, qu'il en entre dans les coffres du roi de Hanovre; enfin, les taxes levées sur un seul, soit qu'il boive de l'eau-de-vie, du rhum, du whiskey, de la bierre ou du vin, excèdent la somme qu'ils paient cinquante millions de Russes pour les bienfaits d'un despotisme paternel.

D.

Coup d'œil sur l'Europe.

Il y a peu d'époques dans l'histoire où tant de désastres aient accablé *les rois* que dans cette dernière moitié de siècle. La Grande a eu conduire à l'échafaud un roi et une reine; leurs frères et leurs successeurs ont traîné leur infortune d'exil en exil; la Suède, l'Espagne, Naples et l'Espagne ont été soustraits à leurs souverains et jetés en proie à des étrangers; presque toutes les maisons régnantes ont été couvertes d'ignominie par les victoires de Bonaparte. A-t-on droit de s'étonner de ces malheurs, quand on considère la ligne de conduite que se sont tracée les rois? Peut-on croire qu'il leur est réservé plus de bonheur dans l'avenir quand on voit celle qu'ils suivent encore?

Une de ces grandes leçons que la Providence ne laisse point impunie dans le sens fut assurément le double partage de la Pologne, l'arrêt le mort prononcé sans motif contre tout un peuple, et quel peuple! par trois souverains jaloux d's'agrandir. Le crime a été flétri par tout ce qui en Europe conservait le sentiment de l'honneur, et cependant qu'est fait aujourd'hui les rois quand l'heure de la réparation a sonnée? Ils devaient applaudir sans doute au réveil de cette nation de héros et saisir ce moment favorable pour réparer le crime de l'ambition ou de la faiblesse de leurs prédécesseurs; ils devaient profiter de l'occasion pour repousser dans le nord ces hordes du Czar qui ont donné à l'univers le spectacle d'une invasion de barbares: et qu'ont-ils fait? Demandez-le aux corps morts et mutilés qu'ont foulés aux pieds les chevaux du Cosaque et du Bashir, moins sauvages que leurs maîtres; demandez-le à ces champs que le pillage et l'incendie ont dévastés. Les rois n'ont plus que jamais parlent d'honneur et de gloire, et ont vu d'un œil tranquille une poignée de braves attaqués par des hordes sans nombre; ils se sont réjouis quand ils ont revu la Pologne esclave et l'héritage des Jagellons changé en un vaste désert. *Ubi solitudinem faciunt pacem appellant.* Qu'on s'étonne après cela des malheurs qui accablent ou menacent les rois.

Patience!..... les Français ont bondi d'indignation à la vue de l'affreux délaissement d'une nation dont les pères ont tant de fois avec leurs pères bravé le cimetière musulman et délivré l'Europe.

Patience! la Belgique, l'Angleterre, la France sont au bivouac *sous la citadelle d'Anvers et sur les rives de l'Escaut.* C'est là que le *pouvoir de juillet* et le ministère Tory sont allés faire leur amende honorable du *martyre de la Pologne.* Comptez les charges qui pèsent sur ces deux ministères. A quelles cruantes injustices ne sont pas entraînés des rois qu'entourent des ministres pervers? Combien d'maux arrivés dans leurs états par leurs conseils perfides? Pour ce *motif*, le droit de changer un ministère devenu odieux au peuple devrait être, comme l'a observé un publiciste américain, un droit national et non pas un droit de l'royauté. Mais le peuple le peuple n'a-t-il pas tort, lorsqu'il a trop raison? Pour lui toutes les injustices ont été mises en loi. Jamais on n'a accordé à la nation le droit de déposer les ministres; ceux-ci, au contraire, se sont réservé la faculté de déposer à volonté, pour prouver assurément que les ministres leurs compatriotes sont destinés à être dupes. Il est surtout un moyen moderne, dont les mauvais ministres savent adroitement profiter, suivant pour se maintenir en place que pour éloigner leurs ennemis: ce sont les conspirations factices.

Au moment de ces crises politiques qui décident du sort d'un royaume, d'une dynastie, on a souvent vu les gouvernements chercher à détourner l'attention du public, en lui offrant des sujets de discussion d'un vif intérêt dramatique. Ces moyens de distraire l'attention ont été singulièrement perfectionnés depuis quelques années, sans doute parce que les ministres ont le tarif des crimes ou des conspirations à provoquer ou à inventer, selon le plus ou le moins d'effervescence qu'il s'agit de calmer. C'est ainsi qu'à tout propos on a dénoncé l'hemi-quinquisme et la république. De tels hommes sont peu capables du moindre des affaires et il est à craindre qu'ils ne soient punis d'un libéralisme d'emprunt que pour mieux river des fers. Le peuple s'éclaire; et le monde court à la possession du vrai.

D. L.

EXTÉRIEUR.

FRANCE

PARIS, 6 novembre.

On lit dans le *Journal d'Anvers* du 2 novembre:

"On peut regarder l'entrée des Français en Belgique comme commencée. Les arrivages de matériel à Niel, à trois lieues d'Anvers, sont considérables et ils sont accompagnés de militaires dont on porte le nombre à plusieurs centes. Il paraît qu'il est arrivé beaucoup de chevaux qui appartiennent sans doute au train d'artillerie.

"Ces démonstrations ont jeté l'alarme dans notre ville, qui semble destinée à être la victime de la révolution. Beaucoup de personnes mettent en sûreté leurs marchandises et leurs effets. (*le Temps.*)

Notification des Plénipotentiaires russes à la conférence.

Albion. — La Notification suivante a été faite samedi dernier par les plénipotentiaires russes aux autres membres de la conférence.

Les plénipotentiaires de Russie agissent conformément aux instructions directes de l'empereur leur maître, en faisant la déclaration suivante: L'adoption des mesures coercitives que la France et la Grande-Bretagne ont résolu de prendre contre la Hollande donne à la question une tournure telle que les plénipotentiaires de Russie, en vertu des instructions dont ils sont pourvus, et dont la teneur n'est pas inconnue aux plénipotentiaires des cabinets alliés, se trouvent dans la nécessité de se retirer de la conférence. Ils transmettront sur-le-champ à leur cour un rapport sur les circonstances importantes qui, en altérant le caractère de la médiation pacifique à laquelle ils avaient été invités à prendre part, ne leur permettent pas plus long-temps de s'associer aux travaux de leur collègues. En suspendant leur participation à la conférence, les plénipotentiaires de la Russie entendent la détermination ultérieure de leur cour, fondée sur les circonstances importantes qui les ont forcés à faire cette déclaration.

ROMANCE.

Devant mes yeux elle a passé,
Dieu, en chef digne d'amour bienfait,
Et dans mon cœur, d'amour blessé,
Sa vive image est restée.

Où la trouver? qui me dira
Quand elle m'a me revisendra,
Car, ma raison me reviendra,
Elle n'est après elle envolée.

Depuis l'instant où je la vis,
Je ne vis plus que rêver d'elle;
Et, triste et pâle, je languis,
Errant des champs que veux l'appelle.

Où la trouver? qui me dira
Quel sera mon dame est devenue?
Quel bon ange me l'apprendra?
Pourquoi ne l'a-t-il vue?

Où la trouver? dites-le moi,
Fantôme blanc, ange ou sylphide,
Vierge Marie ou Pauvre, je le croi;
Je quelque étoile elle réside.

Pour échapper d'un trouble cruel,
Mon âme d'amour éperdue,
Quelle existence! est-ce du ciel
Qu'elle est sur terre descendue?

CHARLES MONET.

AVIS AUX OUVRIERS.

Un *tonnelier*, bon potier, trouverait à s'employer chez M. E. Bazan, rue des Champs, Elysées No. 111, à la Nouvelle-Orléans, rue Toulouse, No. 52.

LEGISLATURE D'ETAT.

JOURNAL DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

PREMIÈRE SESSION—IIME. LEGISLATURE.

LUNDI, 7 janvier 1833.

Dans la ville de la Nouvelle-Orléans, aujourd'hui 7e. jour du mois de janvier de l'année mil-huit-cent-trente-trois, et la cinquante septième année de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, jour fixé par la Constitution de l'Etat de la Louisiane pour la réunion de l'assemblée générale, les représentans des différens comtés et paroisses de cet Etat se sont réunis dans le local préparé pour les séances de la chambre des représentans; savoir:

Pour la paroisse de Plaquemine, M. Charles Forstall.
Pour la paroisse St. Bernard, M. Joseph M. Dupuis.
Pour la paroisse d'Orléans, MM. B. Z. Cannon, E. A. Canon, C. F. Dauvoy, W. F. C. Duplessis, J. B. Guyon, A. Hon, B. Marigny.
Pour la paroisse Jefferson, M. Bouligny.
Pour la paroisse St. Charles, M. Alcée La Branche.
Pour la paroisse St. Jean-Baptiste, M. Florian Rousseau.
Pour la paroisse St. Jacques, MM. John Watkins et J. B. Ory.
Pour la paroisse Ascension, M. Thomas C. Nichols.
Pour la paroisse Assomption, MM. Aimé Guillet et Zéphirin Foltz.
Pour la paroisse de la Fourche intérieure, MM. James Porter, Zénon Chauvin, Pierre Lagarde.
Pour la paroisse de la Terre Bonne, M. Léandre B. Thibodaux.
Pour la paroisse d'Iberville, M. Timoléon Lecassier.
Pour la paroisse Grand Batou Rouge, M. Thos. W. Chinn.
Pour la paroisse d'Est Baton Rouge, MM. Raphaël Lesassier, Thos. G. Morgan.
Pour la paroisse Ouest Feliciana, MM. Alexander Barlow, Isaac Johnson.
Pour la paroisse Est Feliciana, MM. Reddin Brown, J. B. Hort.n.
Pour la paroisse Ste. Hélène, M. Samuel Léonard.
Pour la paroisse Livingston, M. A. H. McRea.
Pour la paroisse Washington, M. Robert Edwards.
Pour la paroisse St. Tammany, M. Jessy R. Jones.
Pour la paroisse de St. Landry, Messrs. Cyprien Dupré, Rice Garland, J. M. Debillon.
Pour la paroisse Ste. Marie, M. Joseph Charpentier.
Pour la paroisse de Lafayette, Messrs. F. Breaux, Cornelius Voorhies.
Pour la paroisse Ouachita, M. S. W. Meddox.
Pour la paroisse des Avoyelles, M. Wm. Voorhies.
Pour la paroisse des Rapides, Messrs. Th. Walker, Chs. Mullohan.
Pour la paroisse des Natchitoches, M. J. A. Bullard.
Pour la paroisse de Claiborne, M. John Sibley.
Pour la paroisse de Concordia, M.
M. B. Marigny ayant été appelé au fauteuil en qualité d'orateur pro tempore; sur motion de M. Voorhies des Avoyelles, ordonné que la Chambre procède à nomination de l'orateur.

Chacun des membres ayant déposé son vote dans la boîte au scrutin, sur motion de M. Watkins, ordonné que deux vérificateurs soient nommés; Messrs. Sibbley et Watkins ont été nommés par l'orateur pro tempore.

Au dépouillement du scrutin il a paru que sur 43 votes.

M. Alcée La Branche en avait obtenu	25
M. Wm. Voorhies,	19
Et M. M. Ducros,	6
Total	43

M. Alcée La Branche ayant obtenu la majorité, a été dument élu orateur de la Chambre des Représentans de l'état de la Louisiane et a prêté le serment requis par la loi entre les mains de Porateur pro-tempore.

Ensuite M. Porateur ayant pris le fauteuil, a appelé les différents membres et leur a fait prêter le serment que la loi prescrit.

Sur motion de M. Voorhies, ordonné que la Chambre procède à la nomination du greffier.

Chacun des membres ayant déposé son vote dans la boîte au scrutin, sur motion, ordonné que deux vérificateurs soient nommés. L'orateur a nommé Messrs. Watkins et J. B. Horton.

Au dépouillement, il a paru que sur 44 votes, M. Armand Pilot en avait obtenu 33 et M. H. Deblieux 9.

En conséquence, M. A. Pitot a été proclamé dument élu greffe de la Chambre des Représentans, et a prêté le serment requis par la loi.

Sur motion de M. Garland, ordonné que la Chambre procède à la nomination du sort.er.

Chacun des membres ayant déposé son vote dans la boîte au scrutin; sur motion, ordonné que deux vérificateurs soient nommés.

L'Orateur a nommé Messieurs Watkins et Voorhees.

Au dépouillement il a paru que sur quarante six votes

M. Evans en avait obtenu	22
M. Kirkland	16
M. Ernestus	6
Blanc	2
Total	46

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue la boîte au scrutin a été de nouveau présentée aux membres.

Au dépouillement il a paru que sur 46 votes, M. Evans en avait obtenu 24, M. Kirkland 18, M. Ernestus trois, et 1 vote en blanc.

En conséquence M. Evans a été déclaré élu portier de la Chambre des Représentans et a été dûment assermenté.

Sur motion de M. Voorhies M. Stuart a été proclamé unanimement sergent d'armes de la Chambre, et en cette qualité a été dûment assermenté.

Sur motion de M. Voorhies, ordonné que le greffier présente le sénat que cette Chambre a nommé M. Alcée La Branche son Orateur, et M. A. Pitot son Greffier, et qu'elle était prête à procéder aux affaires.

Sur motion de M. Garland, ordonné qu'un comité de — membres de la Chambre et de — membres du sénat soit nommé à l'effet de se rendre auprès de son Excellence le Gouverneur et lui donner avis que la Chambre était prête à recevoir les communications qu'il jugerait convenables de faire.

Sur motion de Mr. Hor, ordonné que le 1er. blanc soit rempli par le mot trois et que la dite résolution soit adoptée.

L'Orateur a nommé MM. Garland, Carnage et Nicholls.

Le Greffier a été chargé d'y demander le concours du sénat.

M. Nicholls a présenté la résolution suivante, laquelle a subi sa 1ère. lecture.

"Résolu par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, qu'un comité composé de— membres de la Chambre des Représentans et de — membres du Sénat soit nommé à l'effet de prendre des mesures convenables pour la célébration de l'anniversaire du huit janvier."

Sur motion, Ordonné que la chambre se dispense de ses règles et procède à la seconde lecture et à la considération de cette résolution.

Sur motion ordonné que le 1er. blanc soit rempli par le mot *cinq* et que ladite résolution soit adoptée.

L'Orateur a nommé MM. C. Voohies Jr., Canonge, Nicholls, Duplessis & Lemonier, membres dudit Comité de la part de la Chambre.

Le greffier a été chargé d'en informer le sénat et d'y demander son concours.

Sur motion de M. Marigny, ordonné que la chambre se dispense de ses règles, et qu'il lui soit permis de présenter le bill suivant, sans au préalable en avoir donné avis.

"Acte pour fixer le lieu des séances de la Cour suprême de cet Etat."

Lequel bill a subi sa première lecture.

Un message du gouverneur par M. Verloin, son secrétaire, ayant été transmettant à cette chambre des communications écrites, lesquelles sont comme suit:

☞ *Pour le message, voir l'Abeille du 8 janvier.*

Sur motion de M. Voorhies ordonné que ces communications soient déposées sur le bureau, et que mille copies en soient imprimées, 500 en français, et 500 en anglais.

Sur motion de M. Voohies de Lafayette, ordonné que la chambre procède à la nomination des commis aux enrôlements.

Sur motion ordonné que deux vérificateurs soient nommés Porateur a nommé MM. Duplessis et Foster.

Chacun des membres ayant déposé son vote dans la boîte au scrutin, au dépouillement il a paru que sur 45 membres présens.

MM. C. Delahoussaye a obtenu	40 votes
Landry	34
Cuvillier	33
Jh. Gemis	33
Octave Rousseau	33
Wm. Wikoff	33
Dauphin	31
Michel	21
Ogé	13
Delivoux	15
Franch	14
Hodge	11
Blanchet	1
Lewis	1

En conséquence messieurs Delahoussaye, Rousseau, Cuvillier, Landry, Duplessis et Wikoff, ont été déclarés élus commis aux enrôlements de la chambre, des représentans.

M. Garland a présenté la résolution suivante laquelle a subi sa première lecture.

Résolu qu'un comité de 5 membres soit nommé à l'effet de rapporter à cette Chambre tels règlemens qu'il jugera convenables pour le gouverne d'icelle.

Résolu que le dit comité soit également autorisé à agir conjointement avec tel comité qui pourrait être nommé de la part du sénat à l'effet de rapporter tels règlements communs qui pourraient être jugés nécessaires pour faciliter et régler la transaction des affaires entre les deux branches de la législature.

M. Canon a présenté le substitut suivant:

Résolu, qu'un comité de — membres soit nommé pour examiner les règlements qui ja quor à présent ont gouverné la chambre des représentans, et y proposer tels changements qu'il jugera convenable.

Sur l'adoption du dit substitut M. Garland a demandé l'appel nominal, et il a paru que MM. Barrow, Bienvenu, Breaux, Brown, Butlard, Canon, Canonge, Champion, Chauvin, Chinn, Daunoy, Deballion, Decrow, Duplessis, Dupré, Edwards, Folse, Forstall, Grymes, Guillet, Hon, Horton, Johnson, Jones, Lagarde, Léonard, Lemonier, Maddox, McRea, Mitchen, Ory, Sibley, Thibodaux, C. Voorhies, W. Voorhies, Walker, et Watkins, ont voté dans l'affirmative— et que MM. Garland, Legendre, Morgan et Porter ont voté dans la négative— 4 ayes.

En conséquence le substitut a été adopté.

Un message a été reçu du sénat par M. Davis, son secrétaire, informant la chambre que M. Charles Derbigny a été nommé président du sénat pro tempore, que M. Horatio Davis a été nommé secrétaire, et que le sénat était prêt à procéder aux affaires.

Par le même message la chambre a été de plus informée que le sénat a donné son concours à la résolution nommant un comité pour la célébration de l'anniversaire du 8 Janvier. Forthe, Nicholas et Hirist sont nommés membres du comité de la part du sénat.

M. M[illegible] donné avis que vendredi prochain il présenterait un bill intitulé "acte pour incorporer la banque des [illegible] de la Louisiane."

M. [illegible] présenté la résolution suivante.

Résolu par le senat et la chambre des représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, que les auteurs au congrès soient informés de nos représentations, de faire tous leur efforts pour remettre en [illegible] cette partie de l'acte du congrès, approuvé le 5 avril 1832, intitulé "acte supplémentaire aux diverses lois relatives à la vente des terres publiques," qui garantissait pour un certain *terme aux possesseurs actuels* des terres publiques, un droit de préemption sur un 8ème. de section, et pour procurer une modification du dit acte par laquelle tous les possesseurs actuels des terres publiques dans l'état de la Louisiane auront un droit de préemption sur un huitième de section de terre; pour six mois à dater du complément des arpentages des terres publiques.

Sur motion ordonné, que cette résolution soit déposée sur le bureau jusqu'à mercredi prochain.

M. Voorhies des Avoyelles a présenté la résolution suivante:

Résolu, que les deux branches de la législature s'assemblent dans la salle de la chambre des représentans mercredi [illegible] à midi, à l'effet d'élire un imprimeur d'état pour l'année 1833.

Sur motion, ordonné que la chambre se dispense de ses règles et procède à la considération de cette résolution.

Sur motion de M. Duplessis, ordonné, que cette résolution soit adoptée.

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du sénat.

M. Ducros a présenté la petition de R. Richardson, demandant que ses enfants soient dispensés de l'age requis par la loi pour atteindre l'age de majorité, et a fait la motion que cette pétition soit renvoyée à un comité spécial.

Cette motion ayant été adoptée, l'orateur a nommé MM. Ducros, Forstall et Nicholls membres du dit comité.

Sur motion, la chambre s'est ajournée à demain 10 heures du matin.

MARDI, 8 janvier 1833.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

L'orateur a nommé Messrs. Canon, Voorhies, des Avoyelles, Gailand, Walker et Hon, membres du comité chargés de reviser les règles de la Chambre.

M. Nicholls, rapporteur du comité chargé de prendre des arrangemens pour la célébration de l'anniversaire du 8 janvier, a informé cette Chambre que des mesures convenables avaient été adoptées.

Sur motion de M. Voorhies ordonné qu'il y ait un recès.

La Chambre s'est réunie de nouveau.

Sur motion la Chambre s'est ajournée à demain 10 heures du matin.

CHASSEURS D'ORLEANS.

VOUS êtes prévenus que la compagnie se réunira dimanche, 13 du courant, à 11 heures précises du matin, dans le local de la Cour Suprême, pour affaire concernant la compagnie.

Par ordre du Capitaine,

11 jan V. GOUY, *secrét. major.*

AVIS.—Les soussignés ont l'honneur de prévenir leurs pratiques et le public en général, qu'ils viennent de former une société, sous la raison de Barbarin & Hill; ils espèrent que par le zèle et l'assiduité qu'ils mettront dans les commandes qui leur seront faites, mériter la bienveillance de leurs amis.

Leur demeure est rue de Chartres, No. 135, au magasin de R. Hill.

LOUIS A. BARBARIN,
11 jan—1m ROBERT S. HILL.

MME. GRANET, ayant ouvert son établissement, a l'honneur de prévenir les parens que les heures de classes pour *les externes sont de 8 heures à 2½ heures* le matin et de 4 à 6 le soir; congé le Vendredi après 2 heures.

Mme. Granet profite de cette occasion pour assurer les parens de ses élèves qu'elle sera toujours prête à écouter les observations qu'on voudra bien lui faire et que, se rendant à celles qui lui ont déjà été faites, elle a fait les changemens suivans dans les conditions de sa pension: les prix restent à la même, excepté que le dessin est inclus dans le prix de la *pension* et de la *demi-pension*.

Le Piano et le chant sont réduits de $30 à $21 par quartier.

Les parens sont libres de se charger du blanchissage et un recommandage du linge de leurs enfans, ou de lui accorder à l'établissement moyennant $30 pour les dix mois

11 janv.

PENSION BOURGEOISE.

ON recevra quelques personnes bien recommandées, dans une pension bourgeoise parfaitement bien tenue, qui vient de s'établir à l'encoignure des rues Royale et St. Pierre, au-dessus de la Pharmacie de M. Forestier.

11 janv—3

AVIS aux petits capitalistes.—Un personne respectable qui posséderait un capital de $5 à 600 pourrait s'employer avantageusement. S'adresser au No. 61, rue St. Louis, entre Royale et Chartres. 11 janv

A VENDRE.—L'ameublement d'un bureau de loterie, bien situé. S'adresser au No. 61, rue St. Louis.

11 janv

UN Monsieur, qui doit passer dans cette ville l'hiver et le printemps, désire prendre pension dans une famille française et cente. Son but est de résider dans une maison dont les habitants puissent l'aider à apprendre la langue, en causant avec lui.

S'adresser par écrit à la poste, boîte No. 195. 11 jan—3

MARCHANDISES SECHES.—Les Soussignés viennent de recevoir par les derniers arrivages les articles suivans—mouchoirs de batiste à ourlets et bordés; Bas en fil d'Ecosse; Bas de Soie, noirs et blancs; Bas et demi bas en filoselle; Peignes découpés français; Crême de Perse: Boites à barbe; savon à odeur; Gants pour Dames; coton à coudre, de la marque Alexandre; mouchoirs demi deuil; Platilles; Coton écru fort, 7-8 et 4-4; Coton cru 4-4 d'Appleton, &c.

En magasin, un assortiment général de marchandises seches, le tout est offert à des prix modérés.

F. GILLET & Co.
11 janv—3 67 rue Chartres.

La succession de Jane Sandier, contre J. B. Quétel.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé, par Phon. G. Préval, juge conseiller, j'exposerai en vente, lundi, 21 janvier, à midi, à la Bourse, un Cheval et un Dray, saisis dans l'affaire ci-dessus.

11 janv L. DAUNOY, Marshal.

$10 DE RECOMPENSE

SONT offertes à celui qui ramènera au soussigné ou logera dans une des geoles de cet état, le nègre JOSEPH, parti maron depuis le 6 du courant, il était vêtu lors de son départ d'un panta on et d'un gilet de coton de couleur bleue chapeau et souliers neufs. Ce nègre est conducteur de son état, il avait coutume de vendre dans les rues, il a la démarche hardie et le regard assuré, parle très vite et avec confiance, il est assez habituellement ivre dans les rues et se tient du côté de Jean Baptiste, ou il se loue dans les chantiers de maçon.

Les capitaines de navires et bateaux à vapeur sont prévenus de ne pas le recevoir à leur bord, car il est probable qu'il cherchera à se faire passer pour libre; sous peine d'être traduits en justice, conformément à la loi.

11 jan A. LACOUTURE.

DIX PIASTRES DE RECOMPENSE.

LE 28 décembre dernier est parti marron de chez son maître le nègre américain NED, âgé d'environ cinquante ans, taille de cinq pieds 2 pouces plus ou moins; il est un peu bolteux, a une tale à un œil et une large cicatrice au dessous de l'autre; il a la barbe bl